

DIAL 3482

BRÉSIL - Lettre aux ami.e.s

Xavier Plassat

jeudi 31 janvier 2019, mis en ligne par [Dial](#)

Nous publions ci-dessous, comme d'habitude, la lettre annuelle que nous a fait parvenir, le dominicain Xavier Plassat, membre de la Commission pastorale de la terre (CPT) au Brésil. C'est l'occasion pour lui de partager avec nous des nouvelles du Brésil et de l'action de la CPT.

Aragominas, le 26 décembre 2018.

Chers amis, chères amies,

C'est ce 1^{er} janvier 2019 que prend ses fonctions le nouveau président que les Brésiliens ont élu le 28 octobre dernier : Jair *Messie* (*sic* !) Bolsonaro. Politicien habitué des cuisines du parlement depuis plus de 20 ans, il a réussi à se donner l'apparence d'un nouveau-venu, d'un candidat « anti-système », apte à résoudre les frustrations accumulées par une population fatiguée par les scandales à répétition, le chômage, la violence. Dans les milieux que je fréquente, il y a, vous vous en doutez, assez peu de place pour l'optimisme. Beaucoup, encore interloqués par le choc d'un choix démocratique à contresens, portent l'espérance en berne, sans pour autant renoncer à défendre les valeurs qui, après une longue dictature (1964-1985), ont élevé ce pays au rang d'une puissance respectée, stimulée par l'initiative d'inventifs mouvements populaires, d'importantes expérimentations sociales et par quelques courageuses avancées politiques. Un pays d'immenses défis et d'incroyables utopies. C'est ce pays engageant que j'ai connu à partir de 1983 quand j'y ai reconduit le corps sacrifié de Tito de Alencar, jeune frère dominicain, arraché de sa terre et banni de sa propre vie par les mêmes généraux dont Bolsonaro peuple son panthéon.

C'est cette terre et ce peuple bigarrés que, à partir de 1989, j'ai appris à servir et aimer avec la Commission pastorale de la terre (CPT).

Que ce « nouveau monde » puisse aujourd'hui être en passe de se remettre sous le joug de tels démons est à la fois incroyable et terriblement douloureux. Et pourtant aussi, probablement, explicable.

Ce qui fait très mal c'est le volume d'intolérance et de haine qu'il a fallu investir pour accoucher d'un tel résultat. La quantité de violence échangée dans l'isoloir des réseaux sociaux, dans les recoins oubliés des campagnes, et jusqu'en pleine rue. Avec l'encouragement d'un néo-président pour qui une main tendue dessinant un revolver fait office de signe de ralliement, les portes se sont largement ouvertes au déferlement de la barbarie. Dans une société tissée d'injustices, d'inégalités, de discriminations, elle est à fleur de peau et il suffit de peu pour la convoquer à se montrer sans honte. Violence déchainée dont les victimes annoncées sont tous les empêcheurs de penser en rond un entre-soi identitaire, un monde qui s'auto-déclare dépourvu d'idéologie mais n'a qu'une obsession : en finir avec l'idéologie de l'autre (PTiste, communiste, permissif, terroriste : tout en un).

Parmi les cibles annoncées, il y a la « bande pourrie » de l'Église déjà identifiée aux organisations pastorales (catholiques) qui, comme le CIMI [\[1\]](#) ou la CPT, défendent les droits des Indiens ou des sans-

terre ; il y a les hordes d'enseignants manipulateurs qui imposent leurs principes sur le genre et sur le sexe, et autres théories destructrices de la famille, prenant en otage nos enfants pour en faire des monstres gays. Il y a les défenseurs d'une exploitation raisonnée, durable, des ressources naturelles.

Les nouveaux dieux du stade sont, de préférence, des militaires ou des pasteurs d'orientation « évangélique ». Le nouveau gouvernement leur réserve des portefeuilles (autrefois) décisifs : environnement, éducation, droits humains, laissant aux représentants de l'agrobusiness ou des Chicago Boys ceux de l'agriculture ou de l'économie (un super-ministère qui chapeaute désormais économie et finances, plan, industrie et commerce), saucissonnant celui du travail pour en briser l'ardeur (en particulier dans la lutte emblématique contre l'esclavage moderne...) ou, aux affaires étrangères, prêtant ferme allégeance aux pires trumpistes. Pour faire bonne mesure et consacrer la mort politique de Lula, la Justice est confiée au juge qui a mené tambour-battant l'opération anticorruption (baptisée *Lava Jato*) et condamné à la prison l'ex-président. Au moins 7 nouveaux ministres seront des militaires, soit plus d'un sur trois, une proportion qui nous ramène au temps du régime militaire. Ou pire. Penser que Bolsonaro regrette publiquement que la dictature des généraux se soit contentée de torturer, sans éliminer toutes ses victimes, voilà qui suffit à saisir d'effroi.

Par comparaison, le président Michel Temer peut faire figure de modéré. Son mandat s'achève avec un taux d'adhésion record de 4% d'opinions favorables et une série de poursuites pour corruption grave. En deux ans et demi, il a connu les pires taux de popularité d'un président depuis le retour à la démocratie. Sous les critiques de « traître » et de « putschiste », il avait pris la place de la présidente élue, Dilma Rousseff, dans un scénario de renversement d'alliances (ces alliances qui avaient assuré au PT une longue direction des affaires) et de récession économique. La timide reprise économique des 18 derniers mois est le seul résultat qui puisse être montré : resteront en négatif l'impitoyable réforme du Code du travail, le plafonnement inhumain - pour 20 ans - des budgets sociaux [2], l'abandon de toute politique de réforme agraire, le blanc-seing accordé aux violations des droits des peuples originaires (populations indiennes et quilombolas) et à l'amputation des territoires sous protection environnementale au profit de l'agrobusiness et de l'exploitation du sous-sol.

Tragique symbole de l'obscurantisme qui s'annonce [3] ? Dans la nuit du 21 décembre, en pleine avenue Paulista, au cœur de São Paulo, un jeune noir, issu de famille pauvre et adepte du candomblé, coiffeur de son état, a été poignardé à mort au cours d'une altercation provoquée par des passants incommodés par le fait qu'il marchait main dans la main avec son compagnon de vie. Il s'appelait Plínio Henrique de Almeida Lima et avait 30 ans.

En octobre dernier, c'est un compositeur et maître de capoeira, Romualdo Rosário da Costa, dit « Moa do Katendê », de 63 ans, qui avait été assassiné au couteau, pour avoir défendu Fernando Haddad (le candidat qui affronta Bolsonaro au second tour) dans une discussion sur les élections présidentielles : autre victime de la folie qui s'est installée. Douze coups de couteau.

Durant la campagne présidentielle ont fleuri les mots d'ordre de haine envers les mouvements sociaux indistinctement baptisés de « rouges » ou encore de « PeTralhados [4] ». Bolsonaro a promis de traiter comme terroristes toutes les actions des mouvements de sans-terre (MST) ou de sans-toit (MTST), qualifiant leurs auteurs purement et simplement de bandits. Dans la foulée de cette campagne, ont été enregistrées onze attaques dirigées contre des campements de sans-terre, dans au moins 8 États, dont notre Tocantins : alors qu'avec notre avocate, mon collègue Edmundo suivait, en présence de la police, l'exécution d'une décision judiciaire d'éviction de 26 familles sans-terre, dans la zone rurale de Palmeirante, près d'Araguaína, il a échappé de peu à une tentative du prétendu propriétaire (il s'agit de terres publiques !) pour le renverser au volant de son 4x4 lancé à vive allure.

Plusieurs cas ont été cités dans le Mato Grosso do Sul (sud du Brésil) visant des communautés indiennes agressées par des fermiers faisant des rondes en camionnettes et tirant des pétards et des balles réelles, ou incendiant leurs baraques : aldeia Bororó (Dourados), aldeia Passarino (Miranda) et aldeia dos Guarani-Kaiowá (Caarapó). Ou dans le Pernambouc, au nord-est du pays, sur le territoire des Pankararus (Jatobá), ont été incendiés un dispensaire et une école de la communauté Bem Querer de Baixo. Dans le

Ceará, c'est un campement urbain de 150 familles, baptisé « Commune sœur Dorothy Stang », qui a été incendié (Tamboril), etc.

J'inclus dans ce registre dramatique la mort de Márcio, 35 ans, cet ouvrier agricole d'une petite fazenda du Tocantins que son patron avait littéralement jeté dehors - *manu militari* : des policiers amis du patron furent convoqués pour l'évacuer - lorsque, après des années de travail dégradant, il s'enhardit à revendiquer un salaire.

Abandonné sans un sou dans une gare routière, il fit à pied les 80 km qui le séparaient de la capitale, Palmas, pour y chercher du secours. De service d'assistance sociale en procureur du travail, il a finalement atterri dans notre maison d'accueil, près d'Araguaína. Pendant 4 mois nous avons pris soin de lui et obtenu devant le juge du travail une indemnisation (dérisoire). Aussitôt empoché son maigre pécule, à l'improviste, Márcio a repris sa vie errante. On nous l'a signalé à Palmas : il vivait à la cloche avec un groupe de drogués. Un matin nous avons appris qu'il avait été retrouvé sur un trottoir, battu à mort.

Pour tenter de comprendre le Brésil actuel, je vous recommande la lecture des textes stimulants postés par Eliane Brum sur le site du journal espagnol *El País*. Le 21/11/2018 elle écrivait ceci [5] :

« L'éclosion de l'autoritarisme représenté par l'élection de Bolsonaro résulte de nombreux commencements. L'un d'eux, c'est le fait que la société brésilienne et ses institutions aient choisi de faire le silence sur les crimes de la dictature, de ne pas punir les assassins, les bourreaux et les preneurs d'otages du régime qui opprima le pays durant 21 ans, et d'avoir renoncé à produire signes et mémoire. À ce moment, la démocratie s'est corrompue et a été mise à mal. Un autre début, décisif pour la victoire de Bolsonaro, a été de laisser sans réponse l'apologie de la torture faite en plein Parlement, par celui qui n'était encore que député. En liant le nom d'un tortionnaire, Ustra, et les tortures par lui infligées à Dilma Rousseff, il répétait aujourd'hui la torture d'hier.

L'assassinat de Marielle Franco, conseillère municipale à Rio, le 14 mars dernier, constitue un troisième commencement, peut-être sans retour. Noire, lesbienne, élevée dans la favela de la Maré à Rio de Janeiro, Marielle faisait écho à une multitude de voix jusqu'ici tenues au silence. Au sein de la Chambre municipale, elle représentait les différentes périphéries et leur avancée progressive. Alors, par quatre coups de feu à la tête, ils l'ont réduite au silence.

L'impunité effrayante de ce crime, depuis plus de huit mois sans solution, avec une enquête chargée de bizarreries et de censures, est une nouvelle mise au silence. Au plan symbolique, l'exécution de Marielle peut être considérée comme l'acte inaugural de la campagne électorale de 2018. »

Les chiffres définitifs de la violence rurale de l'année 2018 ne sont pas encore disponibles. Il y a malheureusement peu de chances qu'ils soient différents de ceux - effrayants - de 2017 : 71 assassinats liés à des conflits de terre, dont 56 dans la région amazonienne avec presque la moitié d'entre eux (25) au cours de véritables massacres, prémédités et faisant montre d'un rare niveau de cruauté, « pour l'exemple ». Dans cette région qui constitue un front majeur d'expansion de l'agrobusiness, la CPT a identifié, en 2017, 668 conflits pour la terre, 56 morts violentes, 103 tentatives d'assassinat et 226 personnes menacées de mort. Pour mémoire, je cite les massacres survenus en 2017 à Pau d'Arco (Pará, 10 sans-terre, exécutés par la police), à Vilhena (Rondônia, 3 morts, brûlés vifs), à Colniza (Mato Grosso, 9 *posseiros* [6] torturés et abattus par des *pistoleiros*), à Canutama (Amazonas, 3 morts). L'incitation à tuer vient de haut et ne rencontre aucune limite.

Dans cette conjoncture bien problématique, la CPT a continué à avancer, soutenant les initiatives des communautés paysannes dans leur lutte pour vivre en sécurité et dignité sur une terre à la propriété légalisée. Notre équipe du Tocantins a réussi à renouveler ses projets d'action pour les 2 ou 3 prochaines années, grâce à l'appui renouvelé d'agences catholiques d'Allemagne (Misereor), de France (CCFD/Terre solidaire) et de Suisse (Action de Carême). Par contre, après 9 ans de coopération, l'agence états-unienne

Catholic Relief Services a mis fin à son programme d'appui à notre Campagne nationale contre l'esclavage. Nous avons pu anticiper en partie ce terme en construisant depuis 2 ans un nouveau programme dont la mise en œuvre a commencé dans 3 États : Tocantins, Pará et Maranhão. L'objectif est de « fermer la boucle » du cycle vicieux du travail esclave. Car si l'identification des foyers d'esclavage moderne et la libération des travailleurs sont essentielles, faire en sorte que tout cela ne se répète pas est un défi bien plus complexe encore. Appliqué dans des communautés spécialement affectées par le risque de migration ou l'esclavage, ce nouveau programme, baptisé RAICE (Réseau d'action intégrée pour combattre l'esclavage), vise à mobiliser toutes les forces disponibles - communauté, organisations sociales et institutions publiques - pour provoquer des changements durables dans la vie des gens les plus vulnérables. Nous avons pensé ce programme en forme d'actions « pilotes » susceptibles, après validation, d'être amplifiées. L'intégralité du financement obtenu résulte de l'attribution, par le Ministère public et la Justice du travail, du produit de condamnations infligées à des employeurs en réparation des dommages moraux collectifs provoqués par la pratique de l'esclavage ou d'autres violations graves. Notre campagne nationale contre l'esclavage continue dans les autres États (Bahia, Minas Gerais, Rondônia, Mato Grosso, Piauí), mais à un rythme plus modeste. Étant formellement retraité depuis maintenant 3 ans, je continue à m'investir dans la CPT tout en passant le flambeau à des plus jeunes.

J'ai suivi de près, cette année, la réalisation d'un film long-métrage qui promet d'être bien intéressant : avec une part de fiction, il conte l'histoire réelle d'une femme du Maranhão, Dona Pureza, qui, au début des années 1990, part à la recherche de son fils disparu : Abel est parti travailler dans des fazendas du sud du Pará. En s'embauchant à son tour, Pureza va découvrir l'enfer du travail esclave. Mémorisant tout ce qu'elle voit et entend, elle partira à Brasília pour donner l'alerte, avec l'aide de la CPT. Il s'ensuivra une belle mobilisation d'où naîtra la politique moderne de lutte contre l'esclavage. Dira Pães, une artiste de talent reconnu et de grand charisme, incarne Dona Pureza.

Notre premier semestre a été illuminé par l'intensité et la beauté des célébrations occasionnées par le retour des cendres du frère Henri Burin des Rozières à Xinguara (Pará) puis dans le campement de paysans sans-terre qui porte son nom, respectant ainsi le désir qu'il avait clairement exprimé. À cette occasion nous avons lancé la [version brésilienne](#) de la longue interview d'Henri par Sabine Rousseau (publiée en France au Cerf, en 2016, sous le titre [Comme une rage de justice](#)), augmentée de plusieurs beaux textes de (et sur) Henri, ainsi que de nombreuses photos. Je suis allé recevoir fin décembre à Brasília un Prix national des droits humains qui lui a été décerné *in memoriam*... par le gouvernement Temer. Henri n'a pas dû vraiment apprécier...

En fin d'année j'ai assuré une trentaine de réunions-débat réalisées dans les collèges publics de notre État, sur le thème du travail esclave contemporain, dans le cadre d'un programme spécialement conçu pour les écoles et mené sous la houlette de Reporter Brasil, une ONG partenaire de longue date de la CPT. Ce fut une excellente occasion pour réfléchir avec les élèves, les étudiants et les professeurs sur ce qui est finalement au centre de toute cette problématique passée et présente au Brésil : la discrimination, *i.e.* l'autre dénié dans son droit à une égale dignité. Au Brésil cette histoire vient de loin : près de 4 siècles de traite et d'esclavage, 4 millions et demi d'Africains trafiqués (10 fois plus que le nombre trafiqué vers l'Amérique du Nord). Un héritage jamais soldé : l'historique discrimination structurelle qui affecte ce pays fut l'une des affirmations les plus fortes de la sentence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA, dans le cas de la Fazenda Brasil Verde, que je vous commentais l'an dernier [7] et qui continue à porter beaucoup d'effet (cf la peinture ci-dessous de Mike Dottridge). Ce n'est donc pas un hasard si tous les indicateurs économiques et sociaux du pays concentrent sur la population afro-descendante la plus grande part du chômage, de la violence, de la grande pauvreté, de l'exclusion, de l'incarcération, du viol et de la mort précoce.



Leonardo Sakamoto [8], un ami, blogueur renommé, athée et ardent militant des droits humains, spécialement contre l'esclavage moderne (à ce titre, il est consultant de l'ONU) a publié cette semaine ces quelques lignes :

« Je suis sûr que si Jésus de Nazareth vivait aujourd'hui, défendant la même idée centrale des Évangiles et cheminant aux côtés des mêmes parias avec lesquels il cheminait, il serait abominé, agressé, battu, brûlé, épinglé, dynamité. Considéré défenseur de clochards et de vagabonds. Regardé comme subversif, qualifié d'agresseur de la famille et des bonnes coutumes. Soumis à violences. Violé. Diffamé sur les réseaux sociaux. Au Brésil, Jésus serait peut-être noir, pauvre et gay. Et en prendrait plein la g..., de ceux-là même qui se sentent oints par le divin. S'il y a un Dieu - mais je doute fort qu'il existe - il meurt de honte de montrer à ses amis sa créature humaine. Pas à cause de ceux qui mènent leur vie d'une manière qui les rend plus heureux. Mais à cause de ceux qui tuent et tueraient en son nom. Ne nous leurrons pas : ils sont nombreux. Et pour beaucoup d'entre eux, c'est seulement l'occasion qui manque. »

Écrit par Roberto Malvezzi (*Gogó*), militant de longue date des pastorales sociales et spécialement de la CPT, ce « Noël des Brésiliens » pourrait-il être plus joyeux ?

« Ce serait cruel de souhaiter un joyeux Noël : aux 55 millions de Brésiliens qui vivent dans la pauvreté, aux 2 millions qui sont retournés à la misère, aux 27,6 millions de chômeurs.

À ceux qui n'ont plus de médecin pour s'occuper de leur santé de base, à ceux à qui on a fermé les portes des universités, à ceux qui ont perdu les programmes d'adduction d'eau et de citernes, de lumière et de logement.

À ceux qui souffrent de toutes sortes de haine, discrimination et exclusion, à ceux qui ne gagnent même pas le salaire minimum pour subvenir aux besoins de leur famille, à ceux qui sont injustement emprisonnés.

La psychologie enseigne que, face à des situations inhumaines, ou bien nous nous humanisons pour de bon, ou bien nous nous diabolisons pour de vrai.

Le christianisme dit qu'un enfant est né et que les ténèbres ne peuvent éteindre sa lumière, que les souffrances passent comme passent les oppresseurs du peuple... »

Risquons-nous : joyeux Noël à chacun et chacune ! Une nouvelle année créative, sous le signe de la résistance en vue d'un monde moins inhumain !

E o meu abraço !

Xavier (xplassat.chez.gmail.com - zap : +5563 99221 9957)

P.-S. Un grand merci, bien-sûr et une nouvelle fois, pour les consistantes et fidèles contributions apportées par ce réseau solidaire, fraternel et familial. Vous trouverez en [annexe](#) un résumé de nos comptes.

« Pour apporter une aide financière à la Commission pastorale de la terre, vous pouvez envoyer votre contribution par chèque à l'ordre de « Association CEFAL » en mentionnant au dos « pour Xavier Plassat, CPT Tocantins » à l'adresse :

Pôle Amérique Latine - CEFAL
Service national de la Mission universelle de l'Église
58 avenue de Breteuil, 75007 Paris.

Vous recevrez en retour une attestation pour déduction fiscale. Pour rappel : les dons libellés au nom du CEFAL sont déductibles de l'impôt sur le revenu pour 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable (si vous êtes imposable sur le revenu, votre don de 100 € est pris en charge par l'État pour 66 € sous forme de déduction d'impôt en 2019, et votre don initial de 30 € revient ainsi à 10€).

Et bonne nouvelle malgré les rumeurs : la mise en place au 1^{er} janvier 2019 du prélèvement de l'impôt à la source va se traduire par un recouvrement plus rapide de cet avantage fiscal. En effet jusqu'à présent ce retour d'impôt se faisait en septembre de l'année suivant l'année du don au moment du « 3^e tiers ».

Désormais, le crédit d'impôt des dons se fera en 2 fois :

- un acompte sur le crédit d'impôt versé dès janvier de l'année suivant le don (égal à 60% de votre crédit d'impôts de l'année précédente si vous en avez eu un),
 - le solde du crédit d'impôt versé en septembre, après votre déclaration de revenus et de vos dons de l'année précédente, que vous ferez au printemps. »
-

- [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3482.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Conseil indianiste missionnaire — note DIAL.

[2] Voir DIAL 3411 - « [BRÉSIL - La destruction du système de protection sociale par le gouvernement Temer](#) » - note DIAL.

[3] Voyez aussi, à propos du meurtre, à la veille de Noël, de deux militants du MST dans le campement Dom José Maria Pires, à Alhandra (Paraíba) :
<https://reporterbrasil.org.br/2018/12/o-que-ha-por-tras-dos-dois-assassinatos-de-lider-s-do-mst-na-paraiba/>.

[4] Mauvais jeu de mots créé par l'adversaire pour désigner les « bandits du PT » (du Parti des travailleurs, fondé par Lula).

[5] Voir l'article original en portugais, « [O ataque dos machos brancos](#) », ou la traduction espagnole, « [El ataque de los machos blancos](#) ».

[6] Petits cultivateurs - note DIAL.

[7] Voir DIAL 3443 - « [BRÉSIL - Lettre aux amis](#) » - note DIAL.

[8] Voir DIAL 3397 - « [BRÉSIL - Condamnation de l'État brésilien dans le cadre de l'OEA pour un cas de travail esclave](#) » et 3436 - « [BRÉSIL - Décès du Frère Henri : le christianisme libérateur s'en trouve amoindri](#) » - note DIAL.